

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

SEANCE DU LUNDI 18 MARS 2024

Le dix huit mars deux mille vingt quatre, à dix-huit heures trente, les représentants de Cholet Agglomération, légalement convoqués le douze mars deux mille vingt quatre, se sont réunis à l'Hôtel de Ville et d'Agglomération – Salle du Conseil à Cholet.

Etaient présents :

Gilles BOURDOULEIX : Président.

Michel VIAULT, Alain PICARD, Jacqueline DELAUNAY, Guy SOURISSEAU, Sylvie ROCHAIS, Cédric VAN VOOREN, Jean-Paul BREGEON, Jean-Paul OLIVARES, Frédéric PAVAGEAU, Pierre-Marie CAILLEAU, Patrick PELLOQUET, Médéric THOMAS, Xavier TESTARD : Vice-Présidents.

Olivier VITRÉ, Florence JAUNEAULT, Sylvie BARBAULT, Guy BARRÉ, Josette GUITTON, Dominique LANDREAU, Annick JEANNETEAU, Dominique HERVÉ, Natacha POUPET-BOURDOULEIX, Dominique SECHET, Laurence TEXEREAU, Gérard PETIT, Patrice BRAULT, Philippe BERNARD, Florent BARRÉ, Sébastien CRÉTIN, Olivier RIO, Serge LEFEVRE, Louis-Marie GUETTÉ, Antoine RAMEH : Conseillers Délégués.

Charline ABELLARD-COLINEAU, Jean-François BAZIN, Franck CHARRUAU, Murielle COURTAY, Guy DAILLEUX, François DEBREUIL, Ingrid FERCHAUD, Fanny FROGER, Elisabeth HAQUET, Kai-Ulrich HARTWICH, Patricia HERVOUET, Maya JARADE, Laurent JUTARD, Olivier LECOMTE, Franck LOISEAU, Patricia RIGAUDEAU, Sylvie TOLASSY : Conseillers.

Absents excusés :

Olivier BAGUENARD (Ayant donné procuration à Frédéric PAVAGEAU), Christophe PIET (Représenté par Fanny FROGER) : Vice-Présidents.

Sylvie DORBEAU (Ayant donné procuration à Natacha POUPET-BOURDOULEIX), Ammar HADJI (Ayant donné procuration à Patrick PELLOQUET), Sylvain SENECAILLE (Ayant donné procuration à Cédric VAN VOOREN) : Conseillers délégués.

Philippe ALGOET (Ayant donné procuration à Médéric THOMAS), Vanessa BERNIER, Astrid FRAPPIER (Ayant donné procuration à Guy BARRÉ), Marie-Noëlle JOBARD (Ayant donné procuration à Alain PICARD), Marie-Françoise JUHEL, Evelyne PINEAU (Ayant donné procuration à Patricia HERVOUET) : Conseillers.

Monsieur Michel VIAULT est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Votants : 59, Pour : 59, Contre : 0, Abstention : 0, Ne participe(nt) pas au vote : 0.

CONSEIL DE COMMUNAUTE

SEANCE DU 18 MARS 2024

MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CORON - DECISION
RELATIVE A LA REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Coron a été approuvé le 17 décembre 2008 et a fait l'objet, depuis, de procédures d'évolutions destinées à adapter le règlement au développement du territoire.

Une procédure de modification n°3 a été engagée, ayant pour objet d'ouvrir à l'urbanisation une partie du secteur du Coteau du Pinier, et de faire évoluer le règlement écrit relatif à la zone d'activités de Chantelevent et à l'instauration de la gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Depuis l'entrée en vigueur du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles, le régime de la procédure d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a été modifié. C'est ainsi que pour certaines procédures d'évolution des documents d'urbanisme, il revient désormais à la personne publique responsable de se prononcer, après un examen au cas par cas, quant à l'éventualité de soumettre sa procédure à une évaluation environnementale.

Elle doit alors déterminer si la modification du document d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (article R. 104-12 3° du code de l'urbanisme). Dans le cas contraire, la procédure d'évaluation environnementale n'est pas requise.

Dans ce cadre, Cholet Agglomération, en sa qualité de personne publique responsable de la procédure de modification n° 3, a procédé à cette analyse et a conclu à l'absence d'évaluation environnementale, dans la mesure où celle-ci n'a pas d'incidence sur :

- les milieux naturels et la biodiversité,
- la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers,
- les zones humides,
- l'eau potable,
- la gestion des eaux pluviales,
- l'assainissement,
- le paysage et le patrimoine bâti,
- les déchets,
- les risques et nuisances,
- l'air, l'énergie et le climat,
- les sites rattachés au réseau Natura 2000 les plus proches du territoire communal.

Suite à cette analyse, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a été saisie le 22 novembre 2023 pour avis conforme, conformément aux dispositions de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme. Par avis n° 2024ACPD5 / PDL-2023-7469

du 22 janvier 2024, la MRAe a rendu un avis conforme sur la décision de la personne publique responsable de ne pas soumettre la modification n° 3 à évaluation environnementale.

Ainsi, conformément à l'article R. 104-36 du code précité, il revient désormais à l'organe délibérant, de décider de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la procédure de modification n° 3 du PLU de Coron.

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-1,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 104-1, L.104-3, L. 153-36 à L. 153-44, R. 104-12 3° et R. 104-33 à R.104-37,

Vu la délibération n° V-3 du Conseil de Communauté en date du 21 mars 2022 engageant la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Coron,

Vu l'avis conforme n° 2024ACPD5 / PDL-2023-7469 de la MRAe en date du 22 janvier 2024,

Considérant que la modification n° 3 du PLU de Coron n'est pas susceptible d'avoir d'effet notable sur l'environnement et que la réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas requise,

Vu l'avis favorable de la commission " Aménagement de l'Espace " en date du 6 mars 2024,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité ,

DECIDE

Article 1 : de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la procédure de modification n° 3 du PLU de Coron, celle-ci ne présentant pas d'effet notable sur l'environnement, conformément à l'article R. 104-12 3° du code de l'urbanisme.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération publiée le 25/03/2024
sur le site internet de la
collectivité, en exécution des
dispositions des articles L. 5211-3,
L. 2131-1 et R. 2131-1 du code
général des collectivités
territoriales

Pour extrait conforme,

Transmis à la
Sous-Préfecture de Cholet
Le 19 mars 2024
Cholet Agglomération

Michel VIAULT
Premier Vice Président

Gilles BOURDOULEIX

Maire de Cholet
Président de Cholet
Agglomération
Député honoraire